

**Pour un syndicat étudiant
indépendant
et démocratique**

Jacques SIMON

avril 1979 - 3 F

Comité de Liaison des Trotskystes Algériens

(pour la reconstruction de la IV^e Internationale)

87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris



**Pour un syndicat étudiant
indépendant
et démocratique**

avril 1979 - 3 F

I. INTRODUCTION

Depuis la maladie de Boumediene en septembre, des luttes féroces se sont déroulées au sein du Conseil de la Révolution, de l'appareil du FLN et des organisations de masse, de l'appareil d'Etat. Elles se sont prolongées au congrès du FLN, vaste forum de tous les cadres du régime avec un bloc compact d'officiers en uniforme, chargés de trancher.

Dans ce congrès-conclave devenu un vaste ring où se sont affrontées des fractions rivales, pour le contrôle de l'appareil d'Etat et les orientations du régime, l'armée a imposé un arbitre pour mettre un terme à la confrontation, le colonel Chadli.

Et si la lutte a été si rude et prolongée, c'est que la mort du bonaparte Boumediene, loin d'atténuer les contradictions du régime, a au contraire démontré que la crise ouverte en 1974 n'a non seulement pas été résolue, mais qu'elle s'approfondit. Frappé de plein fouet par les grèves ouvrières de mai-juillet 1977, le régime aujourd'hui dirigé par le colonel Chadli est agonisant.

Ainsi les choses sont claires.

Il n'y a pas de forces saines au sein de l'appareil d'Etat. Il n'y a pas de démocratisation possible des institutions politiques forgées sur l'ANP, détentrice du pouvoir. Il n'existe pas d'organisations, créées par le pouvoir ou contrôlées par le FLN, qu'il est possible d'investir pour démocratiser ou combattre ce régime. Ce régime, c'est le régime bourgeois fondé par les accords d'Evian de 1962, enchaîné à l'impérialisme français sous Ben Bella, à l'impérialisme européen et américain sous Boumediene.

Dans ce régime, ce sont les banques mondiales qui imposent à l'Algérie le choix et le montant de ses investissements, c'est le FMI qui impose les budgets d'austérité, la fiscalité draconienne, la limitation du soutien aux produits de première nécessité, l'abandon du secteur social (hôpitaux, crèches, maternité...) et publics (P et T, transports, logements), la rentabilité stricte de tout le secteur industriel étatisé.

De cette exigence acceptée provient le renforcement de l'exploitation capitaliste, le blocage des salaires et leur alignement sur les normes de la production et la classification des postes (statut du travailleur), la suppression de la législation ouvrière, la caporalisation du syndicat, l'embrièvement dans le volontariat, la destruction de la Sécurité sociale, l'application de la Charte corporatiste qu'est la gestion socialiste des entreprises (GSE), la destruction de la médecine, la destruction de l'agriculture.

Pour les fellahs, les femmes, la jeunesse et les masses, ce sont les difficultés énormes de la vie quotidienne (logement, transport, ravitaillement), l'inflation, les pénuries, le chômage, l'absence des libertés démocratiques, l'arbitraire.

Pour les étudiants, c'est l'université étroitement intégrée à l'appareil de production bourgeois, c'est l'université caporalisée par le régime bonapartiste.

C'est contre cela et pour toutes les revendications que les masses qui n'ont rien attendu du congrès sont entrées en lutte (grève des travailleurs du port d'Alger, métallurgie de Rouiba, etc.). Une lame de fond menace désormais le régime.

II. L'UNIVERSITE ET L'IMPERIALISME

1. La spécialisation de l'Algérie dans le secteur particulier du gaz naturel liquéfié (GNL) a nécessité des investissements massifs accordés par les banques internationales recyclant les capitaux arabes.

Ces prêts de longue durée n'ont été accordés qu'à l'issue d'un processus qui a vu la SONATRACH multiplier les contrats avec les sociétés américaines d'informatique qui ont effectué tout un système de programmation.

Dans le cadre d'innombrables sociétés mixtes créées en Algérie, ces informaticiens associés aux experts du Cartel pétrolier et des banques, ont permis à l'impérialisme de s'associer et s'assurer le contrôle total de la SONATRACH — tant au niveau du processus de production (prospection, écoulement, liquéfaction, transport) —, au niveau du processus de consommation (produits écoulés pour la plupart sur le marché mondial).

C'est sur la base de ces rapports « techniques » que furent déterminées les tranches de crédit accordé, la répartition des investissements, dans les différentes branches, l'achat des équipements (forage, stations de compressage, usines de liquéfaction...).

C'est en fonction des besoins des économies capitalistes qu'ont été déterminés l'installation d'unités de production de taille internationale, l'achat de méthaniers géants, les gazoducs sous-marins. Déterminant les rythmes de production et les prix, fournissant les équipements lourds et les techniciens, les trusts ont intégré l'économie algérienne dans le cadre de la division internationale du travail en la spécialisant dans la production des hydrocarbures.

Ce sont les trusts qui fournissent les équipements ; c'est donc hors des universités algériennes qu'ont été conçues les recherches et mises au point de la technologie, les procédés de raffinage. La spécialisation de l'économie algérienne et son intégration étroite dans l'appareil de production capitaliste mondial étranglent son industrie.

2. L'achat d'usines clefs en main et d'usines produits en main a été considéré par certains comme permettant le transfert de la technologie des grands trusts à l'Algérie et donc de lui permettre d'accéder au marché mondial par ses propres moyens, de développer un appareil de production indépendant. C'est ignorer que le marché mondial ne consiste pas en une série de marchés partagés en zones géographiques, mais qu'il procède de la division internationale du travail, où l'Algérie occupe la place déterminée par son appareil de production.

L'achat d'usines clefs en main, bien loin de créer les conditions de développement d'un appareil de production indépendant, a renforcé son intégration dans le marché mondial, non pas comme un rival des trusts, mais comme une de leur composantes.

En organisant la répartition des tâches dans un processus de production mondial unique, l'impérialisme s'est assuré un approvisionnement stable des produits intermédiaires dont il contrôle la qualité.

L'Algérie reste dominée par l'impérialisme. Là est la racine de la situation dramatique de l'université.

C'est par rapport à cette articulation de l'Algérie au marché mondial qu'il faut d'abord aborder les problèmes de l'université algérienne.

III. L'UNIVERSITE ALGERIENNE : LA REFORME DE BENYAHIA

L'économie algérienne, intégrée dans le processus de production capitaliste mondial comme une économie subordonnée, la fonction de l'université sera de développer non pas la recherche fondamentale qui s'effectue dans les pays fournisseurs d'équipements, mais la recherche appliquée, de fabriquer non pas des ingénieurs mais des techniciens spécialisés, aptes à faire fonctionner des usines achetées clés en main.

Dans l'Algérie capitaliste, la science, la recherche, la technique ne sont pas utilisées pour satisfaire les besoins sociaux des masses. Elles ne sont introduites dans le processus de production que pour permettre à l'Etat bourgeois d'extraire la plus-value.

Le transfert de la technologie ne devient plus que le transfert du savoir-faire, la capacité de faire tourner les machines conçues et fabriquées par l'impérialisme. Et comme les technologies sont très évolutives, du fait que les trusts se livrent une guerre acharnée sur le marché mondial, lancent de nouveaux produits, suscitent des modes et des besoins nouveaux, il s'ensuit que l'appareil de production algérien, d'une grande rigidité parce que constitué d'usines achetées clés en main à l'extérieur, se trouve sans cesse dévalorisé, et par conséquent, aussi la technologie, le savoir pratique des techniciens algériens. Il s'en est suivi une transformation totale de l'université en Algérie, transformation réalisée dans le cadre de la réforme de l'enseignement du ministre Benyahia. Elle repose sur trois principes : l'intégration étroite de l'université dans l'appareil de production capitaliste, sa rentabilisation maximum, le contenu de l'enseignement, du programme.

Cette réforme adapte l'université à sa fonction d'économie dépendante et sous-traitante. Elle organise la déchéance de l'université, la déqualification du travail intellectuel. Elle conduit dans sa logique interne à la liquidation de l'université et à son remplacement par des instituts de technologie, des centres de perfectionnement et de recyclage, de recherches appliquées et de troisième cycle.

Son application a entraîné :

- la réorganisation de l'année universitaire par la division en semestres, ce qui établit une sélection plus accrue ;
- dans sa logique, la réforme remet en question les diplômes nationaux offrant dans les conventions collectives des garanties sur la sécurité de l'emploi et de l'établissement de la grille des salaires fondée sur la qualification professionnelle, le statut de la fonction publique, la législation ouvrière (conventions collectives, commissions paritaires...) ;

— la mobilité des étudiants : les semestres sont divisés en modules créés ou supprimés en fonction des postes de travail pour permettre le passage constant d'une formation à une autre ; c'est la remise en cause permanente des connaissances, d'autant plus grande que le savoir dispensé est surtout pratique, que la technologie est importée avec les usines dépendant du marché mondial ;

— la déqualification des enseignants par la limitation au maximum de l'enseignement théorique, la priorité accordée dans les programmes à la technologie.

Ces mesures aboutissent à dévaloriser le travail théorique et la recherche qui sont la fonction même de l'université, et à faire de l'enseignant un adjoint (malgré lui) de l'ingénieur des trusts qui dirigent les usines (clefs en main).

Cela explique la fuite des étudiants algériens dans les métropoles de l'impérialisme, les résultats médiocres à l'université rentabilisée.

— la dévalorisation des professions.

Ainsi la réforme de Benyahia a abouti à l'américanisation de l'université par son développement de filiales courtes, sa rentabilisation maximale, son intégration dans le système de la production capitaliste.

Cette réforme, qui stérilise le travail intellectuel, est un coup mortel porté à l'université. La dépendance se trouve confortée par la situation faite aux étudiants et aux enseignants, par la liquidation de la culture en Algérie.

La réforme Benyahia est l'expression dans notre pays de la putréfaction atteinte par le capitalisme au stade l'impérialisme. Elle est un crime contre la pensée, contre la jeunesse.

- Non à l'enchaînement de l'Algérie à l'impérialisme !
- Non à la déchéance des étudiants et des enseignants !
- A bas la réforme de Benyahia !
- Une université libre dans une Algérie libre !

IV. LA CAPORALISATION DE L'UNIVERSITE

L'application de la réforme Benyahia s'est heurtée à une résistance farouche des étudiants qui refusent la sélection permanente, la dégradation des conditions de travail, la mobilité, l'absence de possibilité de s'informer, d'étudier de débattre, de diffuser librement leurs écrits et leur pensée.

C'est la même hostilité qui s'est exprimée chez les étudiants qui n'acceptent pas la déqualification, la spécialisation étroite, la stérilisation du travail intellectuel, la tutelle des coopérants et des experts des trusts. Les conditions générales où le régime a placé l'université expliquent pourquoi Boumediène n'a réussi que très partiellement dans son entreprise de caporalisation de la masse des étudiants. Les mesures prises pour comprimer une fraction des étudiants et pour embrigader la majorité furent :

- la mise en place de comités pédagogiques ;
- l'institutionnalisation du volontariat étudiant à la campagne.

V. LE POUVOIR BOURGEOIS CONTRE LES ETUDIANTS

Pendant la guerre de libération, en 1955, l'Union générale des étudiants musulmans algériens (UGEMA) se constitue. Elle appelle, le 19 mai 1956, les étudiants algériens à la grève des cours et à monter aux maquis. Après l'indépendance, une nouvelle organisation est formée : l'Union nationale des étudiants algériens. Celle-ci s'est constituée dès l'origine comme organisation inféodée politiquement au pouvoir de Ben Bella, elle n'est pas indépendante du parti unique le FLN, ni de l'Etat bourgeois qui se met en place. Ainsi elle se trouve associée à la « gestion » de l'université. Elle se trouve aussi amenée à défendre la politique « autogestionnaire » de Ben Bella, définie après les décrets de mars 1963. Au niveau de la jeunesse, l'UNEA participe aux côtés de la JFLN et des scouts (SMA) à des campagnes de volontariat lancé par le pouvoir en direction des campagnes : les Ouadhias-Cheragas-l'Artabache...

De ce fait, l'UNEA perdait, pour une large partie, le cadre d'organisation syndicale qu'elle possédait au moment de sa fondation, pour devenir l'organisation politique de Ben Bella au sein de l'université.

C'est cette UNEA dirigée par les benbellistes et les staliniens que Boumediène a entrepris de domestiquer après le putsch du 19 juin 1965, tâche qui paraissait simplifiée du fait que l'UNEA s'était placée en dehors du mouvement de la classe ouvrière, qui, dans son combat pour la défense de ses revendications et l'indépendance de classe de l'UGTA, s'était dressée contre le pouvoir bourgeois de Ben Bella.

Trois procédés furent utilisés : la répression contre les dirigeants et contre les étudiants (suppression des bourses, arrestations), la séduction (Taleb Ibrahim, devenu ministre, obtint d'importants crédits pour l'université), et la tentative de créer une organisation rivale. En 1966 fut créée la fédération nationale des étudiants militants du FLN, la FEMP, qui chercha à s'implanter. Mais l'UNEA restera, pour la masse des étudiants, le cadre où ils continuaient à s'exprimer (et à s'organiser pour la défense de leurs droits).

Dans le cadre de la restructuration de l'Etat bourgeois sur l'ANP entreprise par Boumediène, toutes les organisations d'encadrement de la classe ouvrière, des masses et de la jeunesse ne pouvaient procéder que du pouvoir central... Par ses origines, son histoire, l'UNEA ne pouvait être intégrée comme un élément dynamique dans une organisation de jeunesse subordonnée au pouvoir. Il fallait la détruire. L'opération s'effectuera en 1971. Et il y a un lien direct entre la promulgation de la réforme Benyahia et la dissolution de l'UNEA.

L'entreprise fut facilitée par la politique des staliniens du PAGS, passés de la « critique » du régime au soutien « critique », puis au soutien ouvert en 1971. Etant majoritaires à la direction de l'UNEA en France, les stali-

niens du PAGES parachevèrent l'œuvre de Boumediene en asphyxiant l'organisation étudiante puis en la détruisant.

Cependant, le pouvoir se révélera incapable de mobiliser la jeunesse dans le cadre des organisations existantes. L'opération « 1 million de jeunes à la JFLN » lancée en 1973 tourna court lorsque les jeunes formulèrent leurs revendications : des Maisons de jeunes et de la culture, des stades, des foyers pour les jeunes travailleurs, du travail pour les chômeurs, une véritable formation professionnelle.

Au cours de l'été, lorsque la crise politique éclate au sommet du régime, alimentant dès l'automne 1974 une nette remobilisation de la classe ouvrière et de la jeunesse étudiante, la nécessité de l'encadrement de la jeunesse se pose avec urgence. Boumediene va alors chercher à dégager dans la jeunesse, et en particulier à l'université, une fraction de militants pour deux objectifs :

- lui faire prendre en charge sa politique dans la jeunesse ;
- dégager des cadres pour dynamiser les organisations d'encadrement des masses.

Au début de l'année 1975, Boumediene définit les orientations et le cadre d'organisation de la jeunesse. Lors de la CNJ (19 mai au 24 mai 1975), l'UNJA est créée. L'UNJA, telle qu'elle est définie dans sa Charte de 1975 et telle qu'elle s'est manifestée par sa pratique depuis trois ans, peut être caractérisée ainsi :

- c'est une organisation non pas issue du combat de la jeunesse pour se doter d'un cadre de discussion et de mobilisation sur un programme revendicatif, mais une création de Boumediene ;
- l'UNJA, qui ne défend pas les revendications des jeunes, sélectionne ses cadres en les dressant contre la masse des étudiants dont les aspirations sont antagonistes ;
- l'UNJA est intégrée dans l'appareil d'Etat, comme un rouage chargé de faire passer la politique dans la jeunesse ;
- l'UNJA, qui a fusionné la JFLN, les SMA, est en fait une organisation dont la fonction essentielle est de caporaliser et d'intimider la jeunesse.

Par ses origines, sa fonction, son programme et sa pratique, par le choix de ses dirigeants sélectionnés dans le combat contre les étudiants, à l'image de l'ANP forgée contre les travailleurs et les masses, l'UNJA ne peut en aucune façon constituer le cadre où peuvent s'élaborer, se discuter les revendications des jeunes.

Elle ne peut être investie par les jeunes pour la transformer et en faire un instrument pour la défense de leurs intérêts. L'obtention d'une commission regroupant les étudiants, strictement contrôlée et intégrée dans l'ensemble de l'UNJA, ne constitue pas la preuve qu'il est possible de démocratiser cette institution de l'appareil militaro-policié, mais une expression de sa crise. L'UNJA n'est ni à investir, ni à démocratiser, il faut la détruire.

VI. LA LUTTE DES ETUDIANTS POUR UN SYNDICAT INDEPENDANT

En 1954, les étudiants algériens constituaient une infime minorité (500 environ) qui avait franchi les barrages financiers et politiques que dressait l'administration coloniale.

En 1955, les étudiants algériens fondaient leur propre organisation : l'UGEMA. A l'indépendance, la crise d'orientation éclate dans l'UGEMA, recoupant la crise politique générale (désintégration du GPRA et des institutions provisoires, éclatement du FLN). Le « vide politique » permet à l'UGEMA, pendant un court moment, d'avoir un rôle autonome vis-à-vis du FLN, et aux étudiants de formuler largement leurs revendications.

L'autonomie de l'UGEMA, comme celle de l'UGTA, ne pouvait être tolérée par le pouvoir.

De même que Ben Bella-Khidder interviennent au congrès de l'UGTA en 1963 pour imposer leur orientation et une nouvelle direction, ils interviennent pour transformer l'organisation étudiante, d'instrument de lutte, en courroie de transmission de la politique du pouvoir dans l'université. Malgré l'opposition de nombreux délégués au V^e Congrès, les benbellistes et surtout les staliniens du PCA réussirent en partie leur coup. Au V^e Congrès de l'UGEMA s'est constituée l'UNEA. Au VI^e Congrès, ils parachèveront leur œuvre. L'UNEA est définie désormais (au point 1 de ses statuts) comme l'organisation de masse des étudiants, sous l'égide FLN. Ainsi donc, dès l'origine, mais plus vrai encore avec le renforcement de l'Etat bourgeois, l'UNEA a présenté plus le cadre de la mobilisation des étudiants pour les campagnes de Ben Bella que l'instrument de lutte des étudiants pour la satisfaction de leurs revendications. Les staliniens majoritaires dans l'UNEA appliquèrent scrupuleusement cette orientation ne revendiquant que l'« autonomie organisationnelle ». L'orientation de l'UNEA après le coup d'Etat de 1965 va épouser étroitement celle des staliniens majoritaires à l'UNEA.

De 1965 à 1968, l'UNEA est contrainte de mener une lutte pour les libertés démocratiques, mais elle désoriente la masse des étudiants en faisant de cette lutte son contraire, la transformant en une revendication (normalisation de la vie de l'UNEA) qui ne vise qu'à se faire reconnaître par les dirigeants du FLN, ni plus, ni moins. Après 1968, les dirigeants staliniens amarrent plus franchement l'UNEA au pouvoir bonapartiste de Boumediène. En cela, ils appliquent l'orientation des dirigeants staliniens du PAGES, qui écrivent à Boumediène (lettre de Hadjeres) en offrant leurs services et apprécient le pouvoir comme un régime anti-impérialiste. Malgré l'obstacle politique que constituent les dirigeants de l'UNEA, la situation faite à l'université, et plus généralement à l'éducation nationale, par le régime amène les étudiants à s'engager dans de grandes luttes (février 1968, décembre 1970, janvier 1971). Après ces dernières luttes, la nécessité de contrôler plus rigoureusement le milieu étudiant devient une question urgente. Cette volonté de toujours du pouvoir aboutit à la dissolution de l'UNEA en 1971. Sa dissolution réussit d'autant mieux que la politique de ses dirigeants n'a, à aucun moment, ouvert la voie permettant la mobilisation des étudiants contre le régime, meilleure arme contre toute mesure de dissolution.

A l'extérieur, ce sont les dirigeants staliniens du PAGS eux-mêmes qui dissoudront l'UNEA en 1975. Mais dès 1974, en relation avec la remontée des luttes ouvrières, le mouvement étudiant se recompose. Il est nourri par la résistance des étudiants à la politique de Benyahia. Il se cristallise contre les étudiants du PAGS, acharnés à prendre en charge la politique du pouvoir et à implanter des comités du volontariat (CVU) ou pédagogiques. Les étudiants utilisèrent tous les cadres pour formuler leurs revendications qui entraînent en contradiction avec celles du pouvoir. Ainsi, au cours de la préparation de la CNJ (Conférence nationale de la jeunesse), ils exigent un débat libre et des élections libres au niveau des amphithéâtres et des facultés. C'était substituer les délégués élus sur mandat des étudiants aux délégués parachutés. C'est sur cette question centrale des délégués élus, issus de l'assemblée générale, qu'un tract a été diffusé largement à Alger le 5 avril 1975. C'est ouvrir la voie à la création d'une organisation issue des délégués, indépendante du FLN et de l'Etat bourgeois. Assés vite, le mouvement s'amplifie. Des bagarres éclatent dans les facultés de Droit, de Lettres à Alger, à Ben Aknoun où la police intervient brutalement. C'est en s'appuyant sur les positions arrachées au cours de cette grande lutte que prend naissance et se développe la grève de sociologie d'avril 1976.

Elle démarre à partir de la discussion ouverte dans le cadre du débat truqué de la Charte. Les étudiants brisent ce cadre, imposent la discussion sur les problèmes des étudiants, rallient une large fraction des membres des CVRA mettant en minorité les militants du PAGS.

L'extension du mouvement aux facultés de lettres, sciences, droit, sciences politiques et à quelques lycées, les accrochages violents avec la police à Ben Aknoun, l'extension du mouvement à Constantine et Oran donnent toute la dimension politique à ce mouvement qui se situe dans le cadre de la crise du régime militaro-policié et bonapartiste. Dès la rentrée de 1976-1977, il y a généralisation de l'expérience acquise au cours de la grève de sociologie et qui se traduit par l'éclosion de regroupements d'étudiants (comités de cité, bureaux d'amphi, commission de négociation). Ils ne naissent pas par hasard, cela est lié au besoin de lutter contre la situation dramatique dans laquelle le régime a mis les étudiants. C'est au cours d'une de ces luttes (grève de médecine de Constantine) que pour la première fois un organe indépendant du pouvoir (comité de grève) a avancé la nécessité de centraliser tous les organes propres aux étudiants nés dans la lutte.

La grève la plus importante fut incontestablement celle de psychologie d'Alger. Par sa durée (quatre mois), parce qu'elle portait à un palier supérieur la lutte des étudiants (constitution d'un comité de grève, AG démocratique, dissolution du comité pédagogique, revendication d'un syndicat étudiant autonome), mais aussi parce qu'elle se conjugait avec les luttes ouvrières, les plus importantes de ces dernières années.

Les mouvements qui éclatent dans les universités à la rentrée 1978-1979 autour des problèmes sociaux (transports, logement, restaurants universitaires) et des libertés démocratiques, sont des sources inépuisables de leçons pour tous les militants étudiants. La construction d'organes indépendants (comités de résidents de Ben Aknoun, comités de coordination des comités existants à l'EPAU, à Polytechnique, à l'Institut

nationale agronomique (INA), ENV, à l'Institut de géographie) expriment concrètement la nécessité d'un syndicat, nécessité ressentie largement par l'immense majorité des étudiants.

Ces luttes s'inscrivent dans le cadre de la décomposition du régime ; ayant pris le caractère d'une mobilisation générale des étudiants contre celui-ci, ces luttes intègrent le combat pour les revendications matérielles avec celle des droits démocratiques posant toutes la nécessité de construire un syndicat indépendant et démocratique.

VII. SUR QUEL PRINCIPE EST FONDE LE SYNDICAT ETUDIANT

Le syndicat étudiant en général a un objectif précis : rassembler la masse des étudiants et les mobiliser pour la défense de leurs intérêts matériels et moraux.

Pour être l'instrument du combat des étudiants, il doit comme une condition sine qua non de son existence, être en premier lieu indépendant de l'Etat. Et c'est parce qu'il l'est que le syndicat est réellement démocratique.

Cela implique que le syndicat est ouvert à tous les étudiants, à quelque opinion politique, philosophique ou religieuse qu'ils appartiennent. Aucune condition ne peut être posée à l'adhésion au syndicat que celle de manifester une solidarité active et de respecter les statuts qui établissent l'indépendance et la démocratie du syndicat étudiant. Pour conserver ce caractère de large rassemblement, l'organisation doit être indépendante de toutes les formations politiques.

Ainsi posé, le problème de l'unité syndicale implique l'exercice plein et entier de la démocratie à tous les échelons. Car il n'y a pas d'autre méthode pour que chaque syndiqué puisse avoir la garantie que son point de vue ne sera ni lésé ni brimé, la possibilité qu'il aura d'exercer un droit égal pour défendre son orientation syndicale : chaque étudiant à tous les échelons, ayant tous les moyens d'exprimer librement ses positions (droit de tendances, droit de publier des tribunes libres dans la presse syndicale...).

Le CLTA considère naturellement que la défense des intérêts matériels et moraux implique la lutte pour la rupture avec l'impérialisme, le combat avec les organisations ouvrières et anti-impérialistes, s'appuyant sur les masses pour la satisfaction de toutes leurs revendications.

Le syndicat étudiant est donc amené naturellement à soutenir le combat de la classe ouvrière pour une UGTA démocratique et indépendante du FLN et de l'Etat.

A ce sujet, le CLTA affirme que c'est la classe ouvrière, et elle seule, qui peut diriger la paysannerie pauvre, les étudiants, la jeunesse et les masses dans le combat pour la destruction du régime du colonel Chadli.

C'est dans ce cadre, et à la place qui est la sienne, que le syndicat pourra jouer tout son rôle pour la défense des intérêts matériels et moraux de tous les étudiants, contre le pouvoir bourgeois; contre l'impérialisme.

- Pour un syndicat étudiant indépendant et démocratique !
- Pour une UGTA débarrassée de la tutelle du FLN et du pouvoir !
- Pour l'indépendance du mouvement syndical !
- Pour organiser la riposte contre la politique du pouvoir qui enchaîne l'Algérie à l'impérialisme !
- Pour une Assemblée constituante souveraine !
- Vive la lutte de la classe ouvrière dirigeant le combat de la paysannerie pauvre, de la jeunesse, des étudiants et des masses contre la bourgeoisie et son pouvoir !

POUR UN CONGRES CONSTITUTIF DU SYNDICAT ETUDIANT INDEPENDANT ET DEMOCRATIQUE

Le dernier congrès de l'UNJA l'a amplement démontré, Chadli-Yahyaoui n'ont pas l'intention d'accepter que les étudiants se dotent d'un syndicat étudiant indépendant et démocratique ; cela, les étudiants l'ont compris. Ils s'organisent de plus en plus nombreux indépendamment et contre l'Etat, l'UNJA et le FLN.

Le CLTA qui lutte pour la construction du parti révolutionnaire fondé sur le programme de la Quatrième Internationale, qui lutte pour la mise à bas du régime, qui combat pour la Constituante souveraine, qui participe au combat pour un syndicat étudiant indépendant et démocratique dit : les étudiants rejettent en masse l'université-caserne. Ce qu'ils veulent, c'est :

- 1 - L'abrogation de la réforme de Benyahia :
 - non à la formation continue, au recyclage permanent ;
 - non à la formation spécialisée dans les instituts de technologie, pour une véritable formation universitaire ;
 - une véritable formation professionnelle dans les branches choisies et non pas en fonction des besoins de l'impérialisme ;
 - non aux programmes de l'UNESCO-Bird ;
 - autonomie de l'université ;
 - non à la sélection à l'entrée à l'université, non à la sélection permanente ;
 - pour l'établissement de diplômes nationaux établissant la qualification professionnelle donnant accès au métier choisi, pour le droit à un métier pour chaque étudiant ;
 - pour un statut de l'enseignant lui offrant la sécurité de l'emploi, un salaire convenable, une qualification établie, la liberté de son enseignement, le droit de se défendre (conventions collectives...) pour le droit de publier librement leurs travaux.

Pour une université libre et digne !

2 - Pour des conditions d'études valables !

- pour chaque étudiant : droit au logement universitaire, à une nourriture saine en qualité et quantité suffisante, aux transports gratuits, des bourses pour tous les étudiants
- gestion des œuvres sociales universitaires par les étudiants eux-mêmes ;
- construction de bibliothèques, gratuité des photocopiés, des livres en quantité suffisante.

3 - Pour la satisfaction de toutes les revendications !

- non au bourrage de crâne ;
- pour le droit aux étudiants d'avoir leurs propres journaux, de défendre leurs propres loisirs
- contre l'abrutissement des jeunes par la propagande du pouvoir ;
- liberté de l'information, liberté d'expression, liberté à tous les groupes culturels, musicaux ou sportifs indépendants ;
- pour l'enseignement de l'arabe dialectal et du berbère, qui font partie du patrimoine culturel et national ;
- pour les libertés démocratiques.

4 - Non à l'embrigadement de la jeunesse par le volontariat !

- non à la caporalisation des étudiants par le service national ;
- six mois d'instruction militaire pour tous ;
- respect à la caserne des droits et libertés fondamentales, d'opinion, d'association, de réunion.

Les étudiants veulent savoir, discuter, apprendre et décider librement de leur métier, de leur avenir et de celui de l'Algérie. Pour discuter de leurs problèmes, pour assurer la défense de leurs intérêts matériels et moraux, les étudiants ont besoin d'un syndicat étudiant indépendant et démocratique.

S'appuyant sur toutes les expériences actuelles, et du mouvement étudiant international, en partant des besoins des étudiants, le CLTA affirme :

- Il faut ensemble et dans l'unité combattre pour renforcer tous les organes indépendants de l'Etat, du parti unique et de l'UNJA ayant surgi au cours des luttes.

- Il faut ensemble et dans l'unité lutter pour constituer des organes démocratiques élus librement dans chaque amphithéâtre, cité, université, et centraliser ce combat.

Le CLTA affirme :

- Mener ce combat sur une plate-forme exprimant ce que veulent les étudiants, c'est préparer les conditions de la tenue d'un congrès de tous les organes indépendants, d'un CONGRES CONSTITUTIF du syndicat étudiant indépendant et démocratique qui sera l'oeuvre des étudiants eux-mêmes.

C'est en s'appuyant sur le mouvement des étudiants qui s'intègre au mouvement du prolétariat et des masses menant au démantèlement des institutions du régime de Chadli, à la Constituante souveraine, au gouvernement ouvrier et paysan, que le CLTA combat pour un syndicat étudiant démocratique et indépendant.